

Plus de 30 milliards de DH pour la rénovation urbaine

- 55 projets ont fait l'objet de conventions en 2013

- Objectif: accroître les capacités d'intégration économique des villes

- 230.000 bidonvillois relogés depuis 2004

MÊME après avoir été dépourvu de la direction de l'Urbanisme et celle de l'Aménagement du territoire, Nabil Benabdallah tente d'accélérer le rythme de la rénovation urbaine. En 2013, son département a validé 55 projets de développement de villes dont 32 ont déjà fait l'objet de conventions pour un coût global de 30,1 milliards de DH. «Les autres sont en phase d'étude, dont 10 au niveau central et 13 à l'échelle locale», a affirmé le ministre lors d'une conférence de presse sur la politique de la ville, organisée mardi dernier à Rabat. L'essentiel des projets retenus concerne la requalification urbaine intégrée. Les autres ont trait à la réhabilitation des anciennes médinas et à la relance des pôles urbains et des villes nouvelles.

La contribution de ce département ne dépasse pas 20% pour chaque projet.

l'équité sociale. Concrètement, les projets ont été sélectionnés en fonction des



Le manque de foncier public et la faiblesse des ressources de l'Etat constituent un obstacle à la rénovation urbaine. Il sera donc difficile de réaliser 150.000 logements par an, a souligné Nabil Benabdallah, ministre de l'Habitat et de la Politique de la ville (Ph. Bziouat)

du programme «villes sans bidonvilles» (VSB). Si le gouvernement est parvenu à relancer des programmes sectoriels. «Nous appuyons les programmes qui permettent d'insuffler une nouvelle dynamique à des secteurs qui ont perdu de leur compétitivité», a-t-il dit sans donner plus de précisions. En fait, l'objectif de la direction de la Politique de la ville est d'«accroître les capacités d'intégration économique des villes». Cela est nécessaire car les villes attirent 70% des investissements et produisent 75% du PIB.

reloger 230.000 ménages «bidonvillois», il doit encore répondre aux besoins de 130.000 autres qui n'étaient pas concernés par le recensement de 2004. Benabdallah déplore d'ailleurs la résistance de certaines familles qui refusent de bénéficier d'appartements et tiennent aux lots de terrain. Pour lui, la répression ne permettra pas de régler le problème. «Mais il faudra développer une nouvelle offre de logement», a-t-il dit. Le ministre est catégorique : «La faiblesse des ressources de l'Etat ne permettra pas de réaliser 150.000 logements par an». Un clin d'œil au secteur privé, appelé donc à consolider sa participation. En dépit des difficultés, le ministre s'est félicité du programme VSB dont le taux de réalisation a atteint 88%. Ce chantier a nécessité un montant colossal, estimé à 25 milliards de DH depuis son lancement en 2004. □

Hajar BENEZHA

Une agence pour les projets de villes

LE département de l'Habitat et de la Politique de la ville veut externaliser la gestion des projets de villes. L'idée est de mettre en place un outil opérationnel qui aura pour mission le lancement des appels à projets et le suivi des programmes conventionnés. Cet outil pourra prendre la forme d'une agence nationale ou d'une société de développement local. Les discussions sont actuellement en cours avec le ministère de l'Intérieur pour statuer sur le meilleur modèle.

Rien de plus normal puisque son budget a baissé de 53,66% pour s'établir à 500 millions de DH en 2014. Benabdallah compte surtout sur le «Fonds de solidarité habitat et de l'intégration urbaine dont les ressources ont été renforcées pour appuyer les acteurs locaux». En effet, les moyens financiers de ce fonds ont atteint 2,5 milliards de DH.

Face à la faiblesse des ressources de l'Etat, il a fallu procéder à des choix pour l'identification des projets. Parmi les critères d'éligibilité, figure notamment la dimension de productivité et de durabilité, en plus de l'aspect social. Car, la politique de la ville tracée par Nabil Benabdallah se veut inclusive. Il s'agit en fait d'une approche qui s'inscrit dans l'esprit de la Constitution de 2011 qui prône le développement durable et

Pour les «réinventer», Benabdallah a opté pour l'approche participative. Il a d'ailleurs rappelé les partenariats conclus avec la société civile dans le cadre d'une vision partagée.

Pour lui, la séparation de la direction de la Politique de la ville de celles de l'Urbanisme et de l'Aménagement du territoire n'aura aucun impact sur la rénovation urbaine. Car, «nous travaillons en forte collaboration avec l'équipe de l'Urbanisme sur la base des plans d'aménagement», a-t-il affirmé en mettant l'accent sur la complémentarité avec le département de Mohand Laensar. Le ministre reconnaît toutefois certaines difficultés. En tête, la faiblesse du foncier public qui pose essentiellement problème pour la lutte contre l'habitat insalubre. En effet, ce déficit finit par retarder l'achèvement